



**RÉFECTION DES PISTES DE GALOP
POUR CHEVAUX
SUR LE SITE DE L'ÉCOLE NATIONALE
D'ÉQUITATION**

**CCTP
CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIÈRES
2016-06-01**

IFCE – PAYS DE LA LOIRE SITE DE L'ENE		
RÉFECTION D'UNE PISTE DE GALOP POUR CHEVAUX		
DCE	CCTP	01/06/16

SOMMAIRE

01 - Présentation du projet	3
Planning travaux	5
02 - Prescriptions communes T.C.E	6
03 - Sol équestre	17

IFCE – PAYS DE LA LOIRE SITE DE L'ENE		
RÉFECTION D'UNE PISTE DE GALOP POUR CHEVAUX		
DCE	CCTP	01/06/16

PRESENTATION DU PROJET

01. LE PROJET

01.01. PRÉSENTATION DES INTERVENANTS

MAÎTRISE D'OUVRAGE :

Institut Français du Cheval et de l'Équitation
Terrefort
49411 SAUMUR cedex

Représentant sur site :

Laurent COIFFARD (responsables des services techniques)
laurent.coiffard@ifce.fr
Tel. : 02 41 53 50 50
: 06 25 37 60 72

MAITRE D'OEUVRE :

Thierry LE BORGNE (Architecte)
Département Innovation Des Équipements Équins
Institut Français du Cheval et de l'Équitation
Parc de l'Isle Briand
49220 LE LION D'ANGERS
tél : 02.41.21.17.90
fax : 02.41.21.17.91
idee@ifce.fr - thierry.le.borgne@ifce.fr

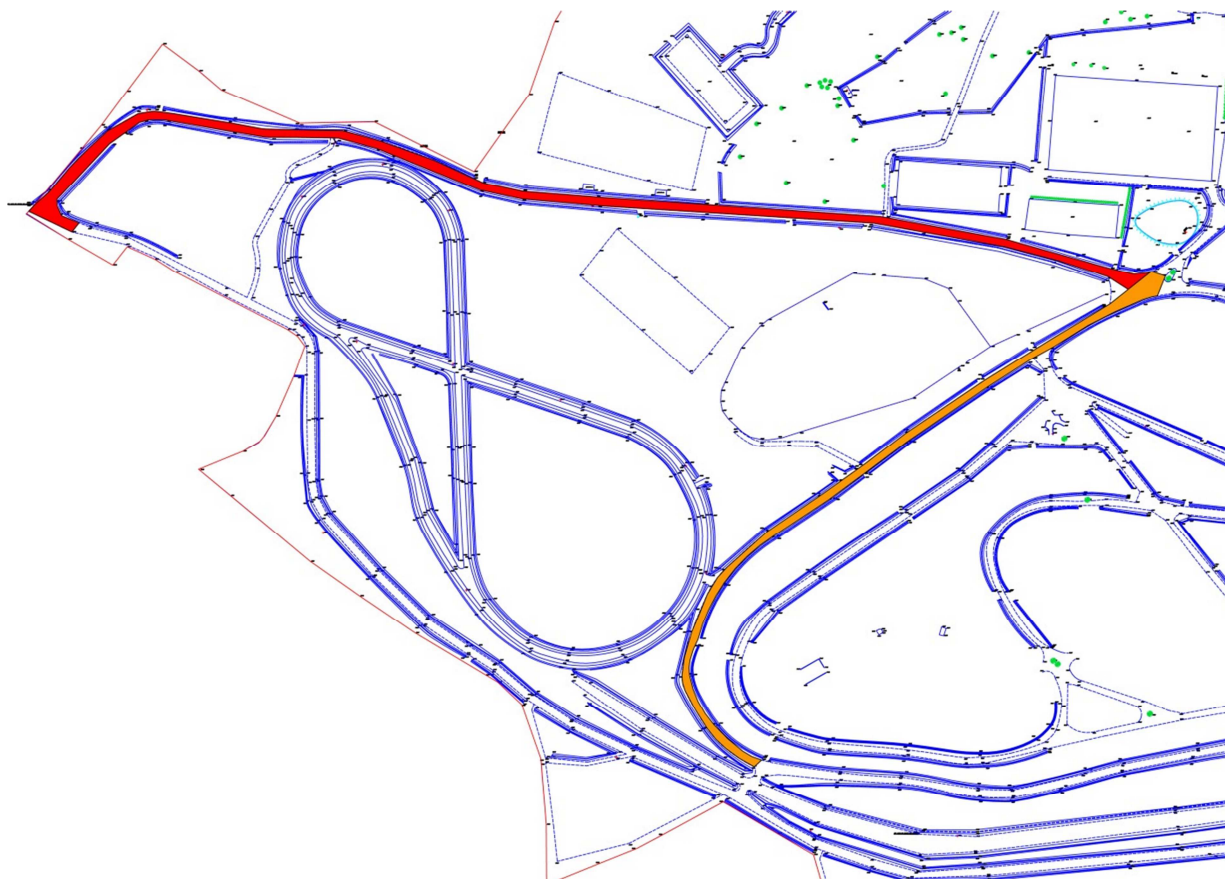
Mickaël ALLARD (économiste)
Département Innovation Des Équipements Équins
Institut Français du Cheval et de l'Équitation
Parc de l'Isle Briand
49220 LE LION D'ANGERS
tél : 02.41.21.17.90
fax : 02.41.21.17.91
mickael.allard@ifce.fr

IFCE – PAYS DE LA LOIRE SITE DE L'ENE		
RÉFECTION D'UNE PISTE DE GALOP POUR CHEVAUX		
DCE	CCTP	01/06/16

PRESENTATION DU PROJET

1.1. PRÉSENTATION DU PROJET

Le présent projet consiste en la réfection de la couche de travail en sable pour une partie des pistes de galop sur le site de l'École Nationale d'Équitation.



PLAN DU PROJET

Piste rouge 4 600 m²

Piste Orange 2 730 m²

IFCE – PAYS DE LA LOIRE SITE DE L'ENE		
RÉFECTION D'UNE PISTE DE GALOP POUR CHEVAUX		
DCE	CCTP	01/06/16

PRESENTATION DU PROJET

1.2. L'ALLOTISSEMENT

Le marché sera réalisé en un lot unique :

☐ Sol équestre

1.3. CALENDRIER DE L'OPÉRATION – PLANNING TRAVAUX

MOIS	avr-16				mai-16				juin-16					juil-16				août-16			
SEMAINES CALANDAIRES	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
SEMAINES CUMULES														1	2	3	4				
APPEL D'OFFRE / ANALYSE																					
NOTIFICATION DES ENTREPRISES																					
SOL EQUESTRE PREPARATION																					
TERRASSEMENT PISTE ROUGE																					
SOL EQUESTRE PISTE ROUGE																					
TERRASSEMENT PISTE ORANGE																					
SOL EQUESTRE PISTE ORANGE																					
RECEPTION																					

IFCE – PAYS DE LA LOIRE SITE DE L'ENE		
RÉFECTION D'UNE PISTE DE GALOP POUR CHEVAUX		
DCE	CCTP	01/06/16

00

PRESCRIPTIONS COMMUNES T.C.E.

RÉFECTION DES PISTES DE GALOP POUR CHEVAUX SUR LE SITE DE L'ÉCOLE NATIONALE D'ÉQUITATION



CCTP 00 – PRESCRIPTIONS COMMUNES

IFCE – PAYS DE LA LOIRE SITE DE L'ENE		
RÉFECTION D'UNE PISTE DE GALOP POUR CHEVAUX		
DCE	CCTP	01/06/16

PRESCRIPTIONS COMMUNES

1. PRESCRIPTION COMMUNES T.C.E.

1.1. RÉGLEMENTS ET SERVITUDES

1.1.1. Règlement Sanitaire Départemental

Le règlement sanitaire départemental et ses modifications peuvent être demandés ou consultés à la Direction des Affaires Sanitaires et Sociales du département.

1.1.2. Accessibilité aux handicapés

Sans objet.

1.1.3. Réglementation technique

Les matériaux, éléments ou ensembles traditionnels envisagés doivent satisfaire aux Normes Françaises homologuées ainsi qu'aux dispositions des documents techniques unifiés et toutes règles de construction en vigueur.

Les matériaux, éléments ou ensembles non traditionnels ne peuvent être admis que sous réserve de justifications techniques précisés dans l'éventualité où ils ne feraient pas l'objet, soit d'un agrément, soit d'un avis technique délivré par le CSTB ou s'ils n'étaient pas utilisés conformément aux directives et recommandations figurant dans la décision d'agrément ou dans l'Avis Technique (les Avis Techniques doivent avoir fait l'objet d'un avis favorable des assureurs).

Les ouvrages devront être calculés et exécutés conformément aux règles de calcul et règlements en vigueur :

- ☐ Règles définissant les effets de la neige et du vent sur les constructions (dites Règles NV 65 révisées 1967 - 1970 - 1974 et annexes - Janvier 1975 et N 84)

Le projet et les travaux devront satisfaire par ailleurs :

- ☐ Aux consignes de montage et d'entretien données par les constructeurs.
- ☐ Aux spécifications règles de normalisation et instructions publiées par l'Union Technique de l'Électricité.
- ☐ Aux différents décrets et arrêtés relatifs au contrôle et à l'attestation de la conformité des installations électriques intérieures aux règlements et normes de sécurité en vigueur.
- ☐ Aux différents décrets concernant l'isolation thermique des bâtiments autres que ceux des bâtiments d'habitation, et l'isolation phonique.
- ☐ Aux Spécifications Générales (S.G.)
- ☐ Aux spécifications du Cahier des Prescriptions Générales (CPG) du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB)
- ☐ Aux Cahiers des Charges des Compagnies Concessionnaires (eau, EDF, voirie, égout, PTT, GDF) suivant réglementations en vigueur.

IFCE – PAYS DE LA LOIRE SITE DE L'ENE		
RÉFECTION D'UNE PISTE DE GALOP POUR CHEVAUX		
DCE	CCTP	01/06/16

PRESCRIPTIONS COMMUNES

1.2. CLAUSES ET PRESCRIPTIONS COMMUNES

1.2.1. Réalisation des constructions

L'ensemble des constructions sera à réaliser suivant les plans dressés par le Maître d'œuvre.

Le devis descriptif renseigne aussi exactement que possible les entrepreneurs sur la nature, la qualité et les caractéristiques des ouvrages, ainsi que leurs emplacements et positions. Mais il convient de rappeler que ce devis descriptif n'a pas un caractère limitatif et que les entrepreneurs ne pourront réclamer aucun supplément pour d'éventuels travaux indispensables non décrits, ni définis au devis descriptif.

Les entrepreneurs chargés des travaux des différents corps d'état, sont réputés connaître :

- ☐ La nature, la qualité, les caractéristiques, les dimensions et l'importance de tous les ouvrages indiqués aux plans et au devis descriptif.
- ☐ Les clauses, conditions et prescriptions des documents techniques de référence.
- ☐ Les textes et réglementations de toute nature applicables en la matière et plus particulièrement ceux relatifs à la protection contre l'incendie, la sécurité des personnes etc.

Les entrepreneurs devront prévoir tous les appareils, échafaudages, etc. nécessaires, et ils devront tenir compte, lors de leurs propositions de prix de toutes les conditions particulières éventuellement rencontrées.

Les entrepreneurs devront mettre en œuvre tous les moyens matériels et le personnel nécessaire pour respecter leurs détails d'exécution.

1.2.2. Connaissance des lieux

Les entrepreneurs sont réputés par le fait de leur acte d'engagement, avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement du chantier, des conditions générales ou locales, des possibilités d'accès et de stockage de matériaux, des disponibilités en eau et en énergie électrique.

Les entrepreneurs chargés de l'exécution des terrassements en particulier auront reconnu le terrain, les possibilités d'accès des engins et véhicules, les conditions d'exécution des terrassements, etc...

En résumé, les entrepreneurs soumissionnaires sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et en général, de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit influencer sur l'exécution, la qualité et le prix des ouvrages à exécuter.

Aucun entrepreneur, ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments d'ouvrages ou de prix.

1.2.3. Obligations des entrepreneurs

Les entrepreneurs reconnaîtront les emplacements qu'ils devront réserver à leurs installations de chantier qui seront entièrement à leur charge, et ils devront en prévoir les moyens d'accès.

Ils supporteront toutes les conséquences des règlements administratifs, notamment celles qui résultent des règlements de police en vigueur ou à intervenir qui se rapportent plus particulièrement à la sécurité de la circulation. Ils poseront tous les panneaux de signalisation nécessaires et prendront toutes les mesures utiles en vue de prévenir les usagers du danger qu'ils peuvent encourir aux abords du chantier. Ils procéderont à leur frais, au nettoyage et au balayage de chaussée, trottoirs et abords.

IFCE – PAYS DE LA LOIRE SITE DE L'ENE		
RÉFECTION D'UNE PISTE DE GALOP POUR CHEVAUX		
DCE	CCTP	01/06/16

PRESCRIPTIONS COMMUNES

1.2.4. Vérification des plans - malfaçons

Vérification des plans

Avant le commencement des travaux, les entrepreneurs sont tenus de vérifier les cotes des plans, coupes etc. et de signaler au Maître d'Œuvre, toutes les erreurs ou omissions qu'ils pourraient constater ou de le rendre attentif à tout changement qui serait éventuellement à opérer. Ils seront responsables des conséquences que pourrait entraîner l'inobservation de cette obligation.

Malfaçons

Chaque entrepreneur est tenu de signaler en temps opportun toutes malfaçons dans les travaux des autres corps d'état qui seraient de nature à lui créer des difficultés dans l'exécution de ses propres ouvrages et de l'obliger à un supplément de fournitures ou de travaux.

Faute par lui de se conformer à cette obligation, le Maître d'Œuvre pourra le déclarer responsable ou lui faire partager la responsabilité de cette malfaçon avec l'entrepreneur ayant exécuté un travail défectueux et lui faire supporter tout ou partie des frais nécessités par la reprise des ouvrages non conformes.

1.2.5. Responsabilité pour vols - Dégradations

Il est ici formellement spécifié que chaque entrepreneur sera entièrement responsable de ses approvisionnements et de ses ouvrages jusqu'à la réception des travaux, qu'il s'agisse de détournements, dégradations ou détériorations.

1.2.6. Prestations dues par les entreprises

Dans le cas de l'exécution de leur marché, les entrepreneurs devront implicitement :

- ☐ La fourniture, transport et mise en œuvre de tous les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de leurs corps d'état,
- ☐ Tous les percements, saignés, rebouchages, scellements, raccords etc. dans les conditions précitées dans le présent document,
- ☐ La fixation par tout moyen, de leurs ouvrages,
- ☐ L'enlèvement de tous les gravois de leurs travaux,
- ☐ La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications réglages, etc. de leurs ouvrages en fin de travaux et après les réceptions,
- ☐ L'établissement de tous les plans "comme construit" pour être remis au Maître d'Ouvrage à la réception, dans tous les cas où ces plans seront juges utiles,
- ☐ La remise de toutes les instructions écrites concernant l'entretien des équipements, des installations,
- ☐ Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuit, etc. nécessaires pour respecter les délais d'exécution,
- ☐ La quote-part de l'entreprise dans les frais généraux de chantier et compte prorata,
- ☐ Et tous les autres frais et prestations, même non énumérés ci-dessus mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux,

IFCE – PAYS DE LA LOIRE SITE DE L'ENE		
RÉFECTION D'UNE PISTE DE GALOP POUR CHEVAUX		
DCE	CCTP	01/06/16

PRESCRIPTIONS COMMUNES

1.2.7. Plans et dessins de détails de mise en Œuvre

Les entrepreneurs devront établir tous les plans de fabrication et les dessins de détails leur incombant dans le cadre de l'exécution de leur marché, et que le Maître d'Œuvre jugera utile à la bonne exécution des ouvrages.

- ☐ Ces plans et dessins seront établis d'après le projet du Maître d'Œuvre, et devront respecter les dispositions, principes et aspect des plans de ce dernier.
- ☐ Ces plans et dessins seront toujours établis à une échelle en rapport avec les dimensions des ouvrages afin de faire apparaître clairement tous les détails de l'exécution. Ils seront cotés et indiqueront toutes les dimensions, sections, diamètres, etc..., utiles.
- ☐ Les travaux ne pourront être commencés avant approbation de ces plans et dessins par le Maître d'Œuvre.

Cette approbation toutefois, ne diminuera en rien la responsabilité de l'entrepreneur qui reste pleine et entière.

1.2.8. Démarches - Autorisations

- ☐ Il appartiendra aux différents entrepreneurs d'effectuer en temps utile, toutes démarches auprès des Services Publics et Services Locaux pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc..., nécessaires à la réalisation de leurs travaux.
- ☐ Ils devront faire viser leurs plans d'exécution pour approbation et seront responsables de la réception définitive des travaux.
- ☐ Copies de toutes correspondances relatives à ces démarches seront à transmettre au Maître de l'Ouvrage et au Maître d'Œuvre.

1.2.9. Implantation

Implantation générale

Avant tout commencement de travaux, il sera remis à l'entrepreneur du **LOT SOL EQUESTRE** un plan comportant tous les renseignements utiles pour permettre de réaliser l'implantation du chantier.

L'implantation et le piquetage seront alors effectués par l'entrepreneur du **LOT SOL EQUESTRE** conformément aux cotes et alignements donnés.

L'Entrepreneur fournira la main d'œuvre, les bornes, piquets, etc..., nécessaires.

Cette implantation sera matérialisée par :

- ☐ Des bornes suffisantes et parfaitement stables placées sur les axes d'implantation principaux,
- ☐ Des chaises en planches établies en dehors de l'emprise de la construction à la détermination des contours.

L'entrepreneur du **LOT SOL EQUESTRE** fera approuver les implantations par le géomètre agréé par le Maître de l'Ouvrage, les frais en seront à sa charge.

Après approbation, l'entrepreneur matérialisera sur un plan les implantations approuvées avec toutes les cotes et les niveaux de référence, et remettra ce plan au Maître de l'Ouvrage ou au Maître d'Œuvre.

L'entrepreneur du **LOT SOL EQUESTRE** aura, le cas échéant, à supporter toutes les conséquences d'une fausse implantation.

IFCE – PAYS DE LA LOIRE SITE DE L'ENE		
RÉFECTION D'UNE PISTE DE GALOP POUR CHEVAUX		
DCE	CCTP	01/06/16

PRESCRIPTIONS COMMUNES

1.2.10. Rigueur du prix forfaitaire

Le présent C.C.T.P. et la série de plans donnent les caractéristiques des travaux à prévoir pour une parfaite exécution et complète finition.

En cas d'incertitude ou s'il apparaissait sur tels documents susmentionnés des omissions ou des erreurs, les entrepreneurs devront compléter leurs renseignements auprès du Maître d'Œuvre ou parfaire et suppléer à un manque d'indications et aux omissions.

En conséquence, le prix souscrit dans la soumission correspond à des bâtiments livrés en complet et en parfait état de finition.

Il est formellement stipulé que la somme forfaitaire comprendra tous les ouvrages utiles à l'exécution convenable et complète des travaux, de façon que leur achèvement dans les conditions déterminées par les plans et le CCTP ne donne lieu à aucun supplément.

Ne seront pas considérés comme travaux "en plus" et de ce fait, ne pourront donner lieu à un ordre de service ou à décompte, tous les travaux nécessaires à l'entier et parfait achèvement de l'ouvrage dans le cadre des plans et CCTP souscrits en parfaite connaissance de cause, et partant, l'entrepreneur ne pourra réclamer aucun supplément en s'appuyant sur ce que les désignations mentionnées sur les plans et CCTP pourraient présenter d'incomplet ou de contradictoire ou sur des omissions évidentes qui pourraient se révéler.

Les prix comprendront implicitement les taxes de voiries, les frais de clôture et de palissages, de gardiennage, d'éclairage ainsi que les branchements provisoires, les frais de consommation d'eau, d'électricité et tous les autres frais relatifs à l'exécution des travaux, ainsi que les frais d'assurances, de compte prorata, etc.

1.3. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES

1.3.1. Conditions d'exécution générales

L'ensemble des travaux sera réalisé conformément aux indications des plans et aux prescriptions du CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières).

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

Sauf dérogation expresse du Maître d'Œuvre ou indications contraires résultant de texte du présent document, tous les ouvrages devront être traités en accord avec les spécifications des documents visés au présent CCTP commun à tous les corps d'état.

Les travaux seront réalisés conformément aux spécifications, indications, et précisions données par les clauses du CCTP communes et particulières à tous les lots accompagnées des plans du projet et des dessins tels qu'ils figurent dans la liste des pièces contractuelles.

Tous les matériaux éléments et articles fabriqués devront toujours être mis en Œuvre conformément aux prescriptions des fabricants.

IFCE – PAYS DE LA LOIRE SITE DE L'ENE		
RÉFECTION D'UNE PISTE DE GALOP POUR CHEVAUX		
DCE	CCTP	01/06/16

PRESCRIPTIONS COMMUNES

Toutefois, en cas de désaccord entre les prescriptions du fabricant et les spécifications des devis ou les indications de plans, l'entrepreneur devra le signaler au Maître d'Œuvre en temps utiles.

1.3.2. Prescriptions relatives aux fournitures et matériaux

Généralités

Les matériaux, fournitures et produits fabriqués devant être mis en Œuvre, seront toujours de 1^{ère} qualité suivant indications de provenance, type ou marque du présent CCTP.

Dans tous les cas où un matériau ou un produit est défini dans le CCTP par une marque nommément désignée et la mention ou "similaire" les entrepreneurs auront la faculté de faire agréer par le Maître d'Œuvre, un produit soit similaire soit équivalent. En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra substituer un matériau de son choix à un de ceux prévus au présent CCTP sans accord du Maître d'Œuvre.

Les matériaux et produits étrangers sont autorisés sous réserve de répondre aux normes REEF.

Prescriptions concernant les matériaux en général

Les matériaux ou procédés "non traditionnels" devront faire l'objet d'un avis technique du CSTB valable à la date d'exécution des travaux.

Tous les matériaux quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter les défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du présent CCTP le Maître d'Œuvre aura toujours le droit absolu de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Acceptation des matériaux - Dépôt d'échantillons

Avant tout commencement de travaux, l'entrepreneur devra présenter au Maître d'Œuvre pour acceptation, un échantillon des différents matériaux qu'il envisage de mettre en Œuvre.

Agrément - essais - Analyse

Pour tous les matériaux fabriqués soumis à un agrément du CSTB l'Entrepreneur ne pourra mettre en Œuvre que des matériaux titulaires de cet agrément, et il devra toujours être en mesure, à la demande du Maître d'Œuvre, d'apporter la preuve de cet agrément.

L'Entrepreneur sera également tenu de produire à toute demande du Maître d'Œuvre les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés. A défaut de production de ces procès-verbaux, le Maître d'Œuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

IFCE – PAYS DE LA LOIRE SITE DE L'ENE		
RÉFECTION D'UNE PISTE DE GALOP POUR CHEVAUX		
DCE	CCTP	01/06/16

PRESCRIPTIONS COMMUNES

1.4. PROTECTION - NETTOYAGE

1.4.1. Protection des ouvrages

Chaque entrepreneur dont l'exécution de ses propres travaux risque de causer des détériorations et des salissures aux ouvrages finis déjà en place, devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ces ouvrages finis.

Cette prescription s'applique plus particulièrement aux appareils sanitaires, aux quincailleries, aux ouvrages en bois apparent, aux appareillages électriques, aux revêtements en carrelage en plastique ou autres, etc. qui ne devront subir aucun dommage, si minime soit-il.

Faute par lui de se conformer à cette prescription, l'entrepreneur responsable en subira toutes les conséquences éventuelles.

Protection par l'entrepreneur de ses propres ouvrages

En ce qui concerne les ouvrages de menuiseries, toutes les arêtes des ouvrages, qui du fait de leur position, risquent d'être épaufrées, notamment les huisseries, bâtis et autres montants devront être protégés au droit des arêtes par des petits liteaux fixés par pointes fines.

Pour les ouvrages particulièrement soignés prévus pour rester en bois apparent, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.

1.4.2. Nettoyage

Nettoyage en cours de chantier

Chaque entrepreneur intervenant sur le chantier devra toujours immédiatement après exécution de ses travaux dans un local ou groupe de locaux, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols.

Chaque entrepreneur aura à sa charge la sortie de ses gravois après nettoyage et la mise en tas à l'emplacement prévu à cet effet aux abords du bâtiment.

Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façades, mais ils devront toujours être sortis, soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.

De plus et à raison de 3 fois par mois au minimum, il devra être effectué un nettoyage et balayage général de la construction.

Les entrepreneurs auront également à leur charge, l'enlèvement à la décharge publique des gravois mis en tas à l'extérieur du bâtiment.

Seront également à la charge des entrepreneurs, le nettoyage et le maintien en bon état de propreté des abords du chantier.

Dans le cas de non-respect des prescriptions ci-dessus le Maître d'Œuvre pourra à tout moment faire procéder par une entreprise extérieure de son choix, aux nettoyages et sorties de gravois. Les frais en seront supportés par les entrepreneurs.

IFCE – PAYS DE LA LOIRE SITE DE L'ENE		
RÉFECTION D'UNE PISTE DE GALOP POUR CHEVAUX		
DCE	CCTP	01/06/16

PRESCRIPTIONS COMMUNES

1.5. PRESCRIPTIONS DIVERSES

1.5.1. Échantillons

L'Entrepreneur est tenu de fournir pendant la période de préparation, tous les échantillons d'appareillage et de prototype qui lui seraient demandés par le Maître d'Œuvre

Ceux-ci doivent être montés en panoplie, disposés sur un présentoir et soigneusement fixés, plombés le cas échéant, pour éviter toute substitution. Ils seront entreposés par l'entrepreneur dans un local spécial annexe au bureau général du Maître d'Œuvre.

Les échantillons seront inscrits sur un registre et seront numérotés.

Le registre comportera une case réservée à la signature du Maître d'Œuvre qui sera seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par les signatures.

1.5.2. Éléments - modèles à mettre en place

SANS OBJET

1.5.3. Maintien en état des voies et réseaux

L'Entrepreneur de Gros Œuvre, sera responsable jusqu'à l'expiration du délai d'exécution TCE du maintien en bon état des voies, réseaux, clôtures et installations de toutes natures, publiques ou privés, affectés par les travaux de chantier.

Il devra de ce fait, faire procéder à tous les travaux de réparation, de réfection ou de nettoyage nécessaires.

Il devra de même, permettre le passage de la circulation générale, ou locale, l'exécution des services publics (ramassages des ordures, nettoyage des rues, etc...) ainsi que l'écoulement des eaux superficielles ou profondes.

1.5.4. Sécurité

Les travaux seront exécutés en respect de la réglementation en matière de protection contre l'incendie.

1.5.5. Stabilité au feu

Les résistances au feu seront appréciées :

☐ Soit par les méthodes de prévision par le calcul du comportement au feu des structures bois

* Règles "FB" (feu béton) octobre 87

* Règles "FA" (feu acier) Juillet 82

* Règles "FB88" (bois feu) Février 88

Lorsque ces méthodes donnent des résultats qui satisfont largement aux exigences.

☐

☐ Soit justifiées par des essais bénéficiant de procès-verbaux datant de moins de 5 ans.

L'entreprise précisera dans son offre les dispositions qu'elle aura retenues, avec justification à l'appui. L'entrepreneur devra veiller à l'application stricte des règlements de sécurité ou des exigences particulières demandées lors des visites de la Commission, quant à la mise en Œuvre et notamment l'emploi éventuel d'échafaudage.

IFCE – PAYS DE LA LOIRE SITE DE L'ENE		
RÉFECTION D'UNE PISTE DE GALOP POUR CHEVAUX		
DCE	CCTP	01/06/16

PRESCRIPTIONS COMMUNES

1.5.6. Vérification et essais

Outre les essais éventuellement prévus au C.C.T.P et C.P.S.P. les entrepreneurs devront prévoir, dans leur offre, les vérifications propres et essais divers qui incombent à chaque constructeur conformément à la Réglementation.

Cette prestation sera pour l'ensemble des lots, y compris les lots non techniques, d'un niveau au moins égal à celui prévu aux "documents techniques" n°1 et 2 du "COPREC" établis en accord avec le STAC et publiés dans le supplément spécial n° 82.51 bis du journal " Le Moniteur" en date du 17 décembre 1982.

A cet effet, les entreprises soumissionnaires doivent présenter dans leur offre, le programme de leurs vérifications techniques comportant notamment :

- ☐ L'identification du responsable des vérifications techniques,
- ☐ Les procédures de vérification de la validité des documents techniques établis,
- ☐ Les procédures de diffusion des documents d'Exécution approuvés et le retrait des documents périmés,
- ☐ La nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution (fiches d'identification et/ou bons de livraison, fiches de contrôle d'exécution, procès-verbaux d'essais à la charge des entreprises etc.)

Les résultats de mesures et d'essais seront transcrits sur procès-verbaux établis suivant modèles figurant dans le document technique COPREC N°2.

1.5.7. Réceptions

Les réceptions comprendront toutes les vérifications nécessaires par postes dans les différents corps d'état. L'entreprise aura à sa charge les interventions extérieures éventuellement nécessaires.

Ces réceptions feront par corps d'état, l'objet d'un tableau de remarques.

1.5.8. Levée des réserves

Toutes les remarques des réceptions entraînant des réserves sur l'exécution des travaux devront être prises en compte par l'entreprise dans le délai le plus bref possible (huit jours après réception).

1.5.9. Garanties

Elles sont celles des clauses contractuelles syndicales du corps d'état concerné.

En outre, l'entrepreneur devra remplacer à sa charge tout matériel défectueux, résultant d'un vice de fabrication ou de montage, et ce dans un délai de 2 ans à compter de la réception de l'installation.

L'entreprise devra fournir toutes les notices devant accompagner son matériel.

IFCE – PAYS DE LA LOIRE SITE DE L'ENE		
RÉFECTION D'UNE PISTE DE GALOP POUR CHEVAUX		
DCE	CCTP	01/06/16

PRESCRIPTIONS COMMUNES

1.6. QUALITÉ DES PRESTATIONS

L'attention des entreprises est appelée qu'un soin particulier doit être apporté aux conditions de réalisation des ouvrages, notamment en ce qui concerne leur aspect final.

Tous les travaux de finition de quelques corps d'état qu'ils relèvent, ne seront reçus que dans la mesure où les prescriptions d'aspect contenues dans les différentes pièces contractuelles, seront strictement observées.

Il appartient à l'entrepreneur de chacun des ouvrages, avant d'engager ses travaux, de reconnaître les supports qui lui sont livrés par l'entrepreneur précédent, et de faire éventuellement les réserves nécessaires dans les formes prévues au DTU.

A partir du moment où les travaux de finition sont engagés, aucune réclamation ne peut plus être admise. La responsabilité de la mise en conformité des ouvrages incombera au dernier entrepreneur.

1.7. BUREAU DE CONTRÔLE

Sans objet.

1.8. SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

Il est précisé que le présent chantier est soumis à la Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé, conformément à la loi n° 93/1418 du 31/12/93 et de son décret d'application n° 94.1159 du 26/12/94, ainsi que tous décrets postérieurs.

En conséquence, les entreprises prendront connaissance du plan général de coordination et les pièces annexes établis par le coordonnateur SPS et devront respecter les dispositions, obligations et recommandations qui en découlent. Le Maître d'Ouvrage a délégué son autorité au coordonnateur SPS pour faire respecter les dispositions de la loi.

IFCE – PAYS DE LA LOIRE SITE DE L'ENE		
RÉFECTION D'UNE PISTE DE GALOP POUR CHEVAUX		
DCE	CCTP	01/06/16

SOL ÉQUESTRE

RÉFECTION DES PISTES DE GALOP POUR CHEVAUX SUR LE SITE DE L'ÉCOLE NATIONALE D'ÉQUITATION



**C.C.T.P
SOL ÉQUESTRE**

IFCE – PAYS DE LA LOIRE SITE DE L'ENE		
RÉFECTION D'UNE PISTE DE GALOP POUR CHEVAUX		
DCE	CCTP	01/06/16

SOL ÉQUESTRE

2. SOL ÉQUESTRE

2.1. GÉNÉRALITÉS

2.1.1. OBJET DU CCTP

Les travaux du présent lot concernent le sol équestre pour la réfection de 2 pistes de galop. Le présent lot aura à sa charge le terrassement, la fourniture des matériaux et la mise en œuvre.

2.2. NORMES ET RÉGLEMENTS

Les travaux seront exécutés conformément aux normes, règlements et prescriptions techniques en vigueur à la date de l'appel d'offres et notamment :

au REEF (recueil des éléments utiles à l'établissement et à l'exécution des projets et marché du bâtiment en France).

aux DTU, et plus spécialement :

- DTU 12 Terrassements.
- DTU 60 Evacuation eaux pluviales.

Ainsi qu'aux règles de calcul ayant valeur de D.T.U.

Tous les ouvrages seront conformes, d'une manière générale, à tous les textes réglementaires et leurs arrêtés.

L'entrepreneur est contractuellement réputé parfaitement connaître les réglementations et les documents contractuels applicables aux travaux de son marché.

En ce qui concerne les DTU et normes, il faut entendre tous les fascicules, additifs, errata, modificatifs, etc., connus à la date précisée ci-dessous, sauf spécifications expresses différentes dans le CCAP.

2.3. CONTRÔLE ET ESSAIS

Le caractère, la fréquence et la nature des contrôles, seront ceux prévus aux D.T.U. et aux documents relatifs au contrôle technique des ouvrages et des travaux.

Le Maître de l'Ouvrage pourra demander l'exécution d'autres essais, à son choix, les frais étant à la charge du Maître de l'Ouvrage ou de l'entreprise, selon le résultat des essais (favorable ou non à l'un ou à l'autre).

2.4. INSTALLATION DE CHANTIER

CABANES DE CHANTIER

Installation d'une cabane de chantier – vestiaire (propre à l'entreprise)

BUREAU DE CHANTIER

Sans objet.

SANITAIRES DE CHANTIER

Sans objet. Installation mis à disposition part l'ENE

IFCE – PAYS DE LA LOIRE SITE DE L'ENE		
RÉFECTION D'UNE PISTE DE GALOP POUR CHEVAUX		
DCE	CCTP	01/06/16

SOL EQUESTRE

2.5. PISTES

Les pistes sont composées de deux parties distinctes, sur une même largeur, une moitié est prévue pour les chevaux avec un sol meuble en sable (épaisseur 15 cm), et l'autre côté plus compacté est prévu pour les véhicules et le travail des chevaux pour le renforcement des articulations avant une échéance sportive.

Le sablon utilisé devra répondre aux critères suivants. (Fiche technique obligatoire)

Sablon 0-1 mm

Classification GTR de valeur comprise entre B2 et B3.

Valeur au bleu d'un sol comprise entre 0,2 et 0,3 g.

Référence équestre sur le sablon

Fournir un bilan carbone correspondant au transport sur chantier (bilan carbone servant l'attribution de la valeur environnementale)

Les entreprises auront l'obligation de fournir un échantillon d'équivalant 10 Kg de sable proposé ainsi que la fiche technique. Ces échantillons seront à déposer à L'ENE auprès de Mr COIFFARD (responsables des services techniques) lors de la visite. Il sera ensuite validé lors de l'appel d'offre.

2.6. CIRCULATION ET SÉCURITÉ DANS L'EMPRISE DU SITE DE L'ENE

Pour garantir les divers accès, l'Entrepreneur devra fournir une liste complète + pièce d'identité de son personnel intervenant sur chantier, y compris chauffeur des camions, tous ces documents seront à remettre à l'entrée du site aux agents responsable de la sécurité.

L'entrepreneur du présent lot devra condamner la piste sur laquelle il travaille par des panneaux pour empêcher les chevaux de s'y entraîner.

ATTENTION :

L'entrepreneur veillera à faire respecter les consignes de sécurité imposées dans l'enceinte de l'établissement notamment la vitesse limitée à 30km/heure et le stationnement des véhicules.

De plus, sur l'ensemble du site de L'ENE, les chevaux sont prioritaires par rapport à tout autre véhicule (VL comme PL). Le chauffeur doit se ranger sur le côté et attendre le passage des équidés, y compris aux abords des pistes.

2.7. PISTE ROUGE (4 600 m²)

Décapage de la piste en sable sur une largeur de 2 m50 jusqu'au fond de forme. **(2 300 m²)**

Remise à niveau du fond de forme par endroit avec du falun

Remise en place du sable sur la partie roulante.

Prévoir l'enlèvement des pierres pouvant gêner la bonne utilisation des pistes

Prévoir la remonté du sable en partie basse (virage) vers la partie haute dépourvue de sable.

Nivellement au grader et compactage léger de la partie roulante, épaisseur de sable selon décapage de la partie équestre.

Fourniture et mise en place du sablon sur une épaisseur 15 cm **(345 m³)**

Nivellement au grader et tous autres engins susceptible de rendre la piste utilisable (arrosage si besoin, herse, voir compactage au rouleau agricole).

Prévoir des évacuations des EP, créer passage selon pente naturel du terrain dans le talus terre vers exutoire aux endroits de stagnation des eaux pluviales (Localisation : à définir précisément en cours de chantier).

IFCE – PAYS DE LA LOIRE SITE DE L'ENE		
RÉFECTION D'UNE PISTE DE GALOP POUR CHEVAUX		
DCE	CCTP	01/06/16

SOL EQUESTRE

2.8. OPTION PISTE ORANGE (2 730 m²)

Décapage de la piste en sable sur une largeur de 2 m50 jusqu'au fond de forme. **(1 367 m²)**

Remise à niveau du fond de forme par endroit avec du falun

Remise en place du sable sur la partie roulante.

Prévoir l'enlèvement des pierres pouvant gêner la bonne utilisation des pistes

Nivellement au grader et compactage léger de la partie roulante, épaisseur de sable selon décapage de la partie équestre.

Fourniture et mise en place Du sablon sur une épaisseur 15 cm **(205 m³)**

Nivellement au grader et tous autres engins susceptible de rendre la piste utilisable (arrosage si besoin, herse, voir compactage au rouleau agricole).

Prévoir des évacuations des EP, créer passage selon pente naturel du terrain dans le talus terre vers exutoire aux endroits de stagnation des eaux pluviales.

2.9. DIVERS

Nettoyage en cours et en fin de chantier

2.10. VARIANTES

2.10.1. A L'INITIATIVE DU MAÎTRE D'ŒUVRE

Sans objet.

2.10.2. A L'INITIATIVE DE L'ENTREPRISE

Toutes variantes à la condition qu'elles aillent dans le sens de l'économie financière du projet sans remise en cause des caractéristiques techniques et esthétiques du dit projet.

Les variantes devront être mises sur un devis annexes reprenant tous les articles du CCTP pour une meilleure lisibilité du marché.

Les quantités ne sont données qu'à titre indicatif, elles doivent être vérifiées et validées par l'entreprise.